



Région Ile-de-France
4.000.000.000 d'euros
Programme d'émission de titres
(Euro Medium Term Note Programme)

Le présent Supplément (le « **Supplément** ») complète, et doit être lu conjointement avec, le Prospectus de Base du 16 novembre 2010 (le « **Prospectus de Base** ») visé par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») sous le n°10-405 en date du 16 novembre 2010, préparé par la Région Ile-de-France (« **Région Ile-de-France** » ou l'« **Emetteur** ») et relatif à son programme d'émission de titres d'un montant de 4.000.000.000 d'euros (Euro Medium Term Note Programme) (le « **Programme** »), ainsi qu'avec le premier Supplément du 21 avril 2011 visé par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») sous le n° 11-128 en date du 21 avril 2011. Les termes définis dans le Prospectus de Base ont la même signification dans le présent Supplément.

Le présent Supplément a été déposé à l'AMF, en sa capacité d'autorité compétente conformément à l'article 212-2 de son Règlement Général, lequel transpose la Directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation (la « **Directive Prospectus** »).

Le présent Supplément a été préparé afin de présenter le Compte Administratif de l'année 2010 de l'Emetteur ainsi que l'analyse rétrospective des comptes de l'émetteur actualisée avec les données 2010, conformément à l'article 212-25 du Règlement Général de l'AMF, qui transpose en droit français l'article 16.1 de la Directive Prospectus 2003/71/CE.

Des copies de ce Supplément seront disponibles sans frais (i) aux bureaux de l'Agent Financier ou des Agents Payeurs, (ii) sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et (iii) sur le site Internet de l'Emetteur (www.iledefrance.fr).

A l'exception de ce qui figure dans le présent Supplément, aucun fait nouveau, erreur ou inexactitude qui est susceptible d'avoir une influence significative sur l'évaluation des Titres n'est survenu ou n'a été constaté depuis la publication du Prospectus de Base et du précédent Supplément.

TABLE DES MATIERES

1- LE COMPTE ADMINISTRATIF 2010 DE LA REGION ILE-DE-FRANCE. PRESENTATION GENERALE.....	3
2- LES DONNEES CHIFFREES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2010.....	4
3- ANALYSE RETROSPECTIVE DES COMPTES DE L'EMETTEUR DE 1998 A 2010	7

Le présent Supplément au Prospectus de Base présente le compte administratif 2010 de la Région d'Ile-de-France soumis à l'assemblée régionale lors de la séance des 23 et 24 juin 2011.

1- Le compte administratif 2010 de la Région Ile-de-France, présentation générale

Le montant des dépenses réelles de l'exercice 2010 s'est élevé à 4 441,627 M€ (hors mouvements infra-annuels sur la ligne de crédit long terme équilibrés par des recettes de même montant) pour un total de crédits ouverts au budget (après budget supplémentaire) de 4 672,613 M€, soit un taux de réalisation de 95,1%, et un rythme d'évolution des dépenses quasi-stable par rapport à 2009 (baisse de 0,1%).

Ces dépenses réelles se décomposent entre

- 1 624,717 M€ pour les dépenses d'investissement hors dette (soit un taux de réalisation de 93,4%),
- 2 370,143 M€ pour les dépenses de fonctionnement hors dette (soit un taux de réalisation de 98,6%),
- 446,767 M€ pour la charge de la dette et les divers mouvements financiers (soit un taux de réalisation de 84,8%).

Trois secteurs représentent à eux seuls près des 2/3 des dépenses réalisées :

- les transports auxquels un montant de 1 117,725 M€ (25,2% du total) a été consacré ;
- l'enseignement secondaire pour lesquels le total des crédits dépensés est de 1 018,416 M€ (22,9% du total) ;
- la formation professionnelle et l'apprentissage, y compris les formations sanitaires et sociales, avec un montant de dépenses réalisées de 750,745 (16,9% du total).

Le total des recettes permanentes (recettes hors emprunt et hors excédent sur exercice antérieur, y compris ICNE) comptabilisé sur l'exercice s'est élevé pour sa part à 3 817,895 M€ pour une prévision au budget (y compris budget supplémentaire) de 3 685,502 M€, soit un taux de réalisation de la prévision de 103,6% (+132,393 M€).

S'agissant de l'emprunt, comme les années précédentes, l'appel à l'emprunt a été strictement ajusté à l'exécution du budget en recettes et en dépenses. Ainsi, l'emprunt d'équilibre souscrit en 2010 s'est élevé à 624,503 M€, soit 63,3% de l'enveloppe totale ouverte au budget.

Avec des recettes totales de 4 442,601 M€, compte tenu de l'excédent reporté des exercices antérieurs (0,203 M€), et des dépenses de 4 441,627 M€, l'exercice 2010 s'est soldé par un excédent de 0,974 M€.

Au total, la capacité d'autofinancement dégagée sur l'exercice (épargne nette, après amortissement de la dette, majorée des recettes réelles d'investissement, soit 1 001,187 M€) a permis de couvrir 62% des dépenses d'investissement. La capacité de désendettement s'établit à fin 2010 à 4,3 ans et l'encours de dette représente 11 mois de recettes permanentes.

L'exécution 2010 se traduit par une amélioration des ratios financiers par rapport au budget 2010.

2- Les données chiffrées du compte administratif 2010

TABLEAU RECAPITULATIF
Recettes - Exécution 2010

LES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT (1)

(en millions d'euros)

DÉSIGNATION	2007	2008	2009			2010				
	RECETTES REALISEES	RECETTES REALISEES	BUDGET et BS	RECETTES REALISEES	ÉCARTS	TAUX DE REALISATION	BUDGET et BS	RECETTES REALISEES	ÉCARTS	TAUX DE REALISATION
Autres recettes fiscales	86,939	107,555	70,500	72,687	2,187	103,1%	70,500	106,524	36,024	151,1%
Redevance pour création de bureaux	71,893	91,588	55,000	54,363	-0,637	98,8%	55,000	86,967	31,967	158,1%
Taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement	15,046	15,967	15,500	18,324	2,824	118,2%	15,500	19,557	4,057	126,2%
Dotations d'équipement reçues de l'Etat	83,571	86,089	94,089	94,089	0,000	100,0%	96,089	96,089	0,000	100,0%
Dotation Régionale d'Équipement Scolaire	83,571	86,089	86,089	86,089	0,000	100,0%	86,089	86,089	0,000	100,0%
Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (2ème part)			8,000	8,000	0,000	100,0%	10,000	10,000	0,000	100,0%
Autres recettes permanentes	189,100	192,286	321,076	340,146	19,070	105,9%	217,691	236,124	18,433	108,5%
Fonds de compensation de la TVA	82,583	86,077	197,161	201,724	4,563	102,3%	103,000	111,703	8,703	108,4%
Produit des amendes de police	56,279	44,494	61,000	59,178	-1,822	97,0%	55,000	48,628	-6,372	88,4%
Divers	11,508	19,686	18,600	30,355	11,755	163,2%	14,000	30,102	16,102	215,0%
Remboursement prêts et avances	38,730	42,039	44,315	48,889	4,574	110,3%	45,691	45,691	0,000	100,0%
Total recettes permanentes investissement hors emprunt	359,610	385,930	485,665	506,922	21,257	104,4%	384,280	438,738	54,458	114,2%
Emprunt	378,837	539,528	738,678	575,769	-162,909	77,9%	986,908	624,503	-362,405	63,3%
Excédent sur exercice antérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	738,447	925,458	1 224,343	1 082,691	-141,652	88,4%	1 371,188	1 063,241	-307,947	77,5%

LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT (1) et (2)

(en millions d'euros)

DÉSIGNATION	2007	2008	2009			2010				
	RECETTES REALISEES	RECETTES REALISEES	BUDGET et BS	RECETTES REALISEES	ÉCARTS	TAUX DE REALISATION	BUDGET et BS	RECETTES REALISEES	ÉCARTS	TAUX DE REALISATION
Fiscalité régionale	991,670	995,988	1 015,272	1 013,583	-1,689	99,8%	987,123	1 029,853	42,730	104,3%
dont										
TRADE	0,632	0,618	0,000	1,006	1,006	-	0,000	0,256	0,256	-
Taxe sur les certificats d'immatriculation	385,609	371,530	377,000	362,241	-14,759	96,1%	330,000	358,314	28,314	108,6%
Taxe spéciale d'équipement (3)	605,429	623,840	638,272	650,336	12,064	101,9%	657,123	671,283	14,160	102,2%
Autres recettes fiscales: TIPP	1 007,471	1 138,230	1 188,120	1 179,726	-8,394	99,3%	1 169,861	1 185,939	16,078	101,4%
TIPP	749,814	876,675	919,982	913,485	-6,497	99,3%	904,521	916,329	11,808	101,3%
Contribution au Développement de l'Apprentissage	93,856	98,603	102,699	101,257	-1,442	98,6%	99,94	101,938	1,998	102,0%
Reversement taxe sur les bureaux	163,801	162,952	165,439	164,984	-0,455	99,7%	165,4	167,672	2,272	101,4%
Dotations de l'Etat	1 196,470	1 046,264	1 057,530	1 057,936	0,406	100,0%	1 058,781	1 061,953	3,172	100,3%
dont										
Dotation globale de fonctionnement Forfaitaire (LFI 2004)	707,421	719,797	731,708	731,889	0,181	100,0%	735,183	735,578	0,395	100,1%
Dotation générale de décentralisation	11,098	8,519	8,519	8,519	0,000	100,0%	8,519	8,519	0,000	100,0%
Dotation décentralisation formation professionnelle	113,388	115,749	115,749	115,749	0,000	100,0%	115,749	116,856	1,107	101,0%
Compensation transfert indemnité forfaitaire des apprentis	115,930	118,915	118,915	118,915	0,000	100,0%	118,915	118,915	0,000	100,0%
Compensation des charges liées à la participation au S.T.I.F. (4)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,0%	0,000	0,000	0,000	-
Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage 1ère part	67,431	67,976	24,355	23,900	-0,455	98,1%	23,589	25,700	2,111	108,9%
Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage 2ème part			45,000	45,000	0,000	100,0%	43,000	43,000	0,000	100,0%
Compensation part salaire des bases de la TP	10,114	7,785	5,772	6,439	0,667	111,5%	6,083	5,902	-0,181	97,0%
Compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe d'habitation	7,287	7,523	7,512	7,525	0,013	100,2%	7,743	7,483	-0,260	96,6%
Autres recettes	#REF!	104,790	116,958	109,254	-7,704	93,4%	82,684	100,071	17,387	121,0%
Intérêts des prêts et avances	13,223	15,910	15,753	15,822	0,069	100,4%	12,167	12,328	0,161	101,3%
Produits financiers	37,666	36,239	38,186	36,232	-1,954	94,9%	28,314	31,315	3,001	110,6%
Versement du Fonds Social Européen	28,754	1,092	14,800	0,000	-14,800	0,0%	13,700	13,786	0,086	100,6%
Contribution des familles des lycéens aux services de restauration et d'hébergement	20,072	20,196	19,503	21,296	1,793	109,2%	19,503	22,018	2,515	112,9%
divers	16,976	31,353	28,716	35,904	7,188	125,0%	9,000	20,624	11,624	229,2%
ICNE		-1,335	1,133	3,431	2,298	302,8%	2,773	1,342	-1,431	48,4%
Total recettes permanentes fonctionnement hors excédent yc ICNE	#REF!	3 283,937	3 379,013	3 363,930	-15,083	99,6%	3 301,222	3 379,157	77,935	102,4%
Excédent sur exercice antérieur	2,091	0,718	0,919	0,919	0,000	100,0%	0,203	0,203	0,000	100,0%
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	#REF!	3 284,655	3 379,932	3 364,849	-15,083	99,6%	3 301,425	3 379,360	77,935	102,4%
TOTAL GENERAL	#REF!	4 210,113	4 604,275	4 447,541	-156,735	96,6%	4 672,613	4442,601	- 230,012	95,1%

(1) hors écritures comptables liées au fonctionnement de la ligne de crédit long terme à taux variable

(2) les recettes réelles de fonctionnement incluent depuis 2005 le versement du produit de la taxe sur les bureaux (ex FARIF).

Pour la comparaison, le produit de cette taxe a été retiré des recettes d'investissement et intégré dans les recettes de fonctionnement 2004.

(3) le produit de la fiscalité directe (Taxe Spéciale d'Équipement) a été reclassé en totalité en section de fonctionnement comme c'est le cas pour les autres Régions

(4) cette compensation est comprise dans la TIPP à partir de 2006.

TABLEAU RECAPITULATIF
Crédits de paiement - Exécution 2010
LES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT

CHAPITRES/codes fonctionnels	SECTEURS (1)	2007	2008	2009						2010						Evolution CA 2010 / CA 2009 en M€	% Evolution CA 2010 / CA 2009
		DÉPENSES RÉALISÉES	DÉPENSES RÉALISÉES	BP	BS + virements de crédits	BUDGET TOTAL	DÉPENSES RÉALISÉES	ÉCART/ BP	Taux de réalisation / BP	BP	BS + virements de crédits	BUDGET TOTAL	DÉPENSES RÉALISÉES	ÉCART/ BP	Taux de réalisation / BP		
900.0202 et 021+903.313*+923*	Équipement de l'institution Administration générale (dont Villarcoux et prêts sociaux)	8,120	8,175	11,135	0,600	11,735	10,476	-0,659	94,1%	11,000	-1,404	9,596	8,966	-2,034	81,5%	-1,510	-14,4%
900.021	Démocratie régionale et Jeunesse (dont FRDVA)	0,020	0,011	0,088		0,088	0,018	-0,070	21,0%	0,058		0,058	0,043	-0,015	73,9%	0,024	132,1%
900.041	Actions interrégionales	0,741	0,087	1,000	-0,600	0,400	0,266	-0,734	26,6%	1,000	1,800	2,800	2,171	1,171	217,1%	1,905	715,2%
900.044	Actions européennes et internationales	2,307	2,767	2,954	0,110	3,064	3,041	0,087	102,9%	3,556	-0,196	3,360	3,356	-0,200	94,4%	0,315	10,3%
901.10 à 12	Formation professionnelle et apprentissage	19,273	36,845	35,000	9,122	44,122	44,022	9,022	125,8%	44,000		44,000	34,163	-9,837	77,6%	-9,859	-22,4%
901-13	Formations sanitaires et sociales	-	0,026	0,629		0,629	0,629		100,0%	1,065		1,065	0,347	-0,718	32,6%	-0,282	-44,9%
902.22 et 28	Enseignement du second degré (hors sécurité)	554,032	588,243	627,562	-0,500	627,062	626,965	-0,597	99,9%	570,000	-10,900	559,100	526,379	-43,621	92,3%	-100,587	-16,0%
902.23	Enseignement supérieur	32,141	53,140	68,500	-17,500	51,000	48,788	-19,712	71,2%	66,500	10,900	77,400	77,400	10,900	116,4%	28,612	58,6%
903.31*	Culture (hors Villarcoux)	30,906	27,479	29,000	-5,754	23,246	15,423	-13,577	53,2%	29,250		29,250	21,772	-7,478	74,4%	6,349	41,2%
905.56	Technologies de l'information et de la communication	5,113	10,921	5,070		5,070	4,083	-0,987	80,5%	6,400		6,400	3,698	-2,702	57,8%	-0,385	-9,4%
	Sports, loisirs et tourisme	19,642	24,286	34,108	-8,110	25,998	25,794	-8,314	75,6%	30,400	0,200	30,600	30,540	0,140	100,5%	4,745	18,4%
903.32	Sports	3,151	6,293	14,796	-11,764	3,032	2,997	-11,799	20,3%	12,080	-1,533	10,547	10,697	-1,383	88,6%	7,700	257,0%
903.33	Loisirs	14,495	15,145	15,900	2,004	17,904	17,786	1,886	111,9%	15,320	1,707	17,027	16,982	1,662	110,8%	-0,804	-4,5%
909.95	Tourisme	1,997	2,848	3,412	1,650	5,062	5,011	1,599	146,9%	3,000	0,026	3,026	2,861	-0,139	95,4%	-2,150	-42,9%
904.41 et 42	Santé et Action sociale (hors FSS et hors FRDVA)	39,917	60,970	57,085	4,000	61,085	59,818	2,733	104,8%	57,878		57,878	54,073	-3,805	93,4%	-5,744	-9,6%
905.50* 52* et 53	Aménagement des territoires (hors fonds de solidarité)	77,218	67,620	75,927		75,927	64,790	-11,137	85,3%	73,000	-0,400	72,600	63,958	-9,042	87,6%	-0,832	-1,3%
905.51	Politique de la ville	25,500	27,640	29,117	-0,622	28,495	28,495	-0,622	97,9%	27,253		27,253	25,707	-1,546	94,3%	-2,788	-9,8%
902.27 903.37 905.57 908.87	Sécurité	30,513	21,920	35,329	-5,141	30,188	29,157	-6,172	82,5%	22,620		22,620	20,109	-2,511	88,9%	-9,047	-31,0%
905. 54 et 50*	Habitat - Logement (dont fonds de solidarité)	150,839	196,657	154,344	14,266	168,610	168,527	14,183	109,2%	180,232		180,232	169,144	-11,088	93,8%	0,618	0,4%
907.71 à 76 et 78 et 909-93*	Environnement (dont agri environnement)	86,154	96,220	96,158	-3,319	92,839	91,408	-4,750	95,1%	96,941		96,941	93,800	-3,141	96,8%	2,392	2,6%
	Transports	395,857	376,888	393,500	24,130	417,630	417,676	24,176	106,1%	427,250		427,250	404,458	-22,792	94,7%	-13,217	-3,2%
907.77	Environnement des infrastructures de transports	35,050	27,708	25,100		25,100	25,100		100,0%	26,000		26,000	25,940	-0,060	99,8%	0,840	3,3%
908.81	Transports en commun de voyageurs	243,889	238,479	264,900	19,483	284,383	283,975	19,075	107,2%	300,050		300,050	284,237	-15,813	94,7%	0,262	0,1%
908.82 et 905.52*	Routes et voiries (dont bds urbains)	112,523	103,724	95,200	-3,368	91,832	92,286	-2,914	96,9%	90,600		90,600	76,990	-13,610	85,0%	-15,295	-16,6%
908.88	Autres transports	4,395	6,978	8,300	8,015	16,315	16,315	8,015	196,6%	10,600		10,600	17,291	6,691	163,1%	0,977	6,0%
909.91 93* et 94	Action économique (hors agri environnement)	21,371	26,350	27,555	15,719	43,274	42,984	15,429	156,0%	33,100		33,100	30,864	-2,236	93,2%	-12,120	-28,2%
909.92	Recherche et innovation	47,079	42,098	66,125		66,125	64,859	-1,266	98,1%	56,900		56,900	53,771	-3,130	94,5%	-11,088	-17,1%
923*	Dette et autres opérations financières (hors prêts sociaux)	180,714	196,627	207,450	37,000	244,450	235,373	27,923	113,5%	283,104		283,104	252,134	-30,970	89,1%	16,761	7,1%
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		1727,456	1864,971	1 957,636	63,400	2 021,036	1 982,591	24,955	101,3%	2 021,507	0,000	2 021,507	1 876,851	-144,656	92,8%	-105,739	-5,3%
hors chapitres financiers		1546,742	1668,344	1 750,186	26,400	1 776,586	1 747,218	-2,968	99,8%	1 738,403	0,000	1 738,403	1 624,717	-113,686	93,5%	-122,500	-7,0%

* : code fonctionnel ou chapitre partiellement intégré dans le périmètre du secteur

TABLEAU RECAPITULATIF
Crédits de paiement - Exécution 2010
LES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRES /codes fonctionnels	SECTEURS (1)	2007	2008	2009						2010						Evolution CA 2010 / CA 2009 en M€	% Evolution CA 2010 / CA 2009
		DÉPENSES RÉALISÉES	DÉPENSES RÉALISÉES	BP	BS+Virements de crédits	BUDGET TOTAL	DÉPENSES RÉALISÉES	ECART /BP	Tx de réalisation/ BP	BP	BS+Virements de crédits	BUDGET TOTAL	DÉPENSES RÉALISÉES	ÉCARTS/BP	Tx de réalisation/ BP		
930.0202 +933-313*	Fonctionnement de l'institution	160,349	169,199	177,384	4,927	182,311	174,570	-2,814	98,4%	181,588	-3,150	178,438	173,244	-8,344	95,4%	-1,326	-0,8%
	Patrimoine et moyens généraux (dont Villarcieux) et Communication	58,757	65,715	68,651	-0,174	68,477	65,999	-2,652	96,1%	69,267	-3,150	66,117	61,935	-7,332	89,4%	-4,064	-6,2%
930.0201 021 022 et 944	Personnel et Ressources humaines (hors TOS) et groupes d'élus	101,592	103,484	108,733	5,101	113,834	108,571	-0,162	99,9%	112,321		112,321	111,309	-1,012	99,1%	2,738	2,5%
930.02+934-40*	Démocratie régionale et Jeunesse (dont FRDVA)	2,528	3,113	5,540		5,540	3,561	-1,979	64,3%	4,159	-0,150	4,009	3,439	-0,720	82,7%	-0,122	-3,4%
930 042 044 048	Actions européennes et internationales	2,998	4,341	3,600		3,600	3,393	-0,207	94,2%	4,620		4,620	4,263	-0,357	92,3%	0,870	25,7%
931-10 à 12	Formation professionnelle et apprentissage	580,947	550,274	574,834	0,728	575,562	563,882	-10,952	98,1%	556,821		556,821	554,813	-2,008	99,6%	-9,070	-1,6%
931-13 et 11	Formations sanitaires et sociales	153,916	155,613	166,629	-0,728	165,901	164,587	-2,042	98,8%	166,910		166,910	161,423	-5,487	96,7%	-3,164	-1,9%
932.22 et 28	Enseignement du second degré (hors sécurité)	289,727	423,302	487,285	-4,972	482,313	485,575	-1,710	99,6%	488,612	9,040	497,652	492,038	3,426	100,7%	6,463	1,3%
932.23	Enseignement supérieur	10,196	8,894	10,807		10,807	9,276	-1,531	85,8%	11,083	-0,004	11,079	10,528	-0,555	95,0%	1,252	13,5%
933.31*	Culture (hors Villarcieux)	50,804	51,261	55,288	2,004	57,292	55,800	0,512	100,9%	55,470	2,000	57,470	52,995	-2,475	95,5%	-2,805	-5,0%
935.56	Technologies de l'information et de la communication	0,690	0,196	1,100		1,100	0,876	-0,224	79,6%	1,270	-0,099	1,171	0,661	-0,609	52,1%	-0,214	-24,5%
933.32	Sports, loisirs et tourisme	28,472	33,404	33,649		33,649	32,992	-0,657	98,0%	33,993		33,993	31,502	-2,491	92,7%	-1,491	-4,5%
	Sports	10,480	8,497	7,662		7,662	7,275	-0,387	94,9%	7,722		7,722	6,796	-0,926	88,0%	-0,479	-6,6%
933.33	Loisirs	0,536	0,698	0,754		0,754	0,579	-0,175	76,8%	0,924		0,924	0,789	-0,135	85,4%	0,210	36,3%
939.95	Tourisme	17,456	24,209	25,233		25,233	25,139	-0,094	99,6%	25,347		25,347	23,917	-1,430	94,4%	-1,222	-4,9%
934*	Santé et Action sociale (hors FRDVA)	14,645	11,712	13,287		13,287	10,032	-3,255	75,5%	11,033		11,033	10,190	-0,843	92,4%	0,157	1,6%
935.50* et 52	Aménagement des territoires (hors fonds de solidarité)	21,624	21,400	25,450	-0,636	24,814	23,251	-2,199	91,4%	23,590	-1,346	22,244	21,074	-2,516	89,3%	-2,177	-9,4%
935.51	Politique de la ville	7,601	5,413	9,502	-0,121	9,381	6,957	-2,545	73,2%	6,871	-0,321	6,550	5,321	-1,550	77,4%	-1,636	-23,5%
932.27 et 935.57	Sécurité	4,121	3,869	4,668		4,668	3,413	-1,255	73,1%	3,723	-0,167	3,556	2,506	-1,217	67,3%	-0,908	-26,6%
935.54	Habitat - Logement (dont fonds de solidarité)	1,988	1,382	1,790		1,790	1,308	-0,482	73,1%	1,353	-0,063	1,290	1,181	-0,172	87,3%	-0,127	-9,7%
937.71 à 76 et 78+939-93*	Environnement (dont agri environnement)	19,058	26,314	28,484	0,636	29,120	28,628	0,144	100,5%	30,075		30,075	28,593	-1,482	95,1%	-0,035	-0,1%
938.80 et 81	Transports en commun	633,869	652,973	685,605	2,535	688,140	687,955	2,350	100,3%	714,655		714,655	713,267	-1,388	99,8%	25,312	3,7%
939.91 93* et 94	Action économique	28,666	48,076	71,577		71,577	63,867	-7,710	89,2%	76,918	-3,000	73,918	73,278	-3,640	95,3%	9,412	14,7%
939.92	Recherche et innovation	24,803	29,542	37,130	-2,357	34,773	23,875	-13,255	64,3%	31,650	-0,740	30,910	29,828	-1,822	94,2%	5,953	24,9%
943-945	Dette et autres opérations financières	119,757	143,944	187,614		187,614	120,948	-66,666	64,5%	243,712		243,712	194,633	-49,079	79,9%	73,685	60,9%
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT hors chapitres financiers		2156,757	2344,222	2 581,223	2,016	2 583,239	2 464,746	-116,477	95,5%	2 648,106	2,000	2 650,106	2 564,776	-83,330	96,9%	100,030	4,1%
* : code fonctionnel ou chapitre partiellement intégré dans le périmètre du secteur		2037,000	2200,278	2 393,609	2,016	2 395,625	2 343,797	-49,812	97,9%	2 404,394	2,000	2 406,394	2 370,143	-34,251	98,6%	26,346	1,1%
TOTAL DES DEPENSES REELLES hors chapitres financiers		3884,213	4209,193	4 538,859	65,416	4 604,275	4 447,337	-91,522	98,0%	4 669,613	2,000	4 671,613	4 441,627	-227,985	95,1%	-5,709	-0,13%
		3583,742	3868,622	4 143,795	28,416	4 172,211	4 091,015	-52,780	98,7%	4 142,797	2,000	4 144,797	3 994,880	-147,937	96,4%	-96,154	-2,35%

3- Analyse rétrospective des comptes de l'émetteur de 1998 à 2010

Avec les différents transferts de compétences faisant suite aux étapes successives de la décentralisation, le budget de la Région Ile-de-France est passé de 415 millions d'euros environ en 1982 à 4,632 milliards d'euros prévus au budget 2011.

a) Evolution de la structure des dépenses régionales :

Jusqu'en 2005, le budget de la Région Ile-de-France était majoritairement consacré à l'investissement. Depuis 2006, avec les nouveaux transferts de compétences intervenus qui ont consisté à augmenter les dépenses de fonctionnement, la part des dépenses de fonctionnement devient supérieure à celle des dépenses d'investissement.

Ainsi entre 1998 et 2005, la part des dépenses d'investissement réalisées hors dette représentait, en moyenne, 52,5 pour cent des dépenses totales du budget régional. Depuis 2006, cette part est passée à 39,6 pour cent en moyenne (43,8 pour cent en 2006, 39,8 pour cent en 2007, 39,6 pour cent en 2008, 39,3% en 2009 et 36,6% en 2010).

En matière d'investissement, la Région Ile-de-France, tout comme les autres régions, intervient principalement sous forme de subventions en capital accordées à des maîtres d'ouvrage (Etat, autres collectivités locales, entreprises nationales), sauf en matière de construction et d'équipement scolaire et universitaire où l'intervention régionale se fait en grande partie par la voie d'investissements directs.

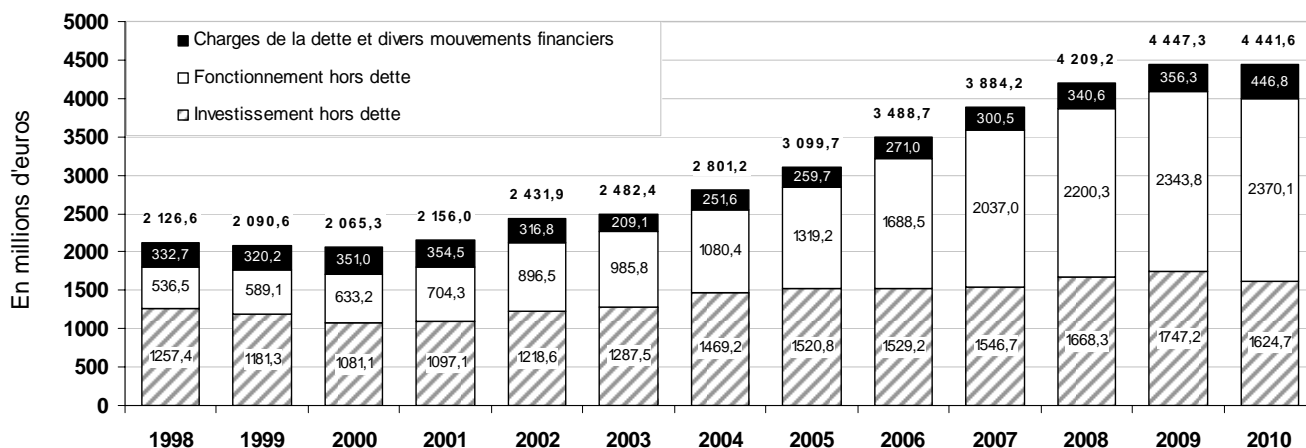
Parallèlement, le budget de fonctionnement hors dette réalisé qui représentait pour sa part, en moyenne environ 35 pour cent des dépenses de 1998 à 2005, se situe depuis 2006 en moyenne à 52,0 pour cent (48,4 pour cent en 2006, 52,4 pour cent en 2007, 52,3 pour cent en 2008, 52,7% en 2009 et 53,4% en 2010). Ce budget inclut les dépenses d'intervention de la Région destinées au fonctionnement des lycées, à la formation professionnelle, à l'action économique, à l'emploi et aux transports.

Au total, le poids des dépenses d'intervention de la Région, qu'il s'agisse de dépenses imputées en section d'investissement ou de celles inscrites à la section de fonctionnement du budget (hors dépenses de l'institution régionale) s'est accru, passant en moyenne de 83,4 pour cent du budget régional sur la période 1998-2005, à 87,6 pour cent sur la période 2006-2010.

Les dépenses relatives à l'institution régionale représentent en moyenne 4,1 pour cent du total du budget depuis 2005, dont 2,2 pour cent pour les seules dépenses de personnel (dépenses de personnel hors agents techniques des lycées TOS).

La part de la charge de la dette (y compris les divers mouvements financiers) qui représentait de son côté, en moyenne, environ 12,4 pour cent des dépenses sur la période 1998 à 2005, y compris les charges financières liées à la procédure du Marché d'Entreprise de Travaux Publics (M.E.T.P), représente en moyenne depuis 2006 environ 8,4 pour cent du total du budget.

Evolution des dépenses au compte administratif



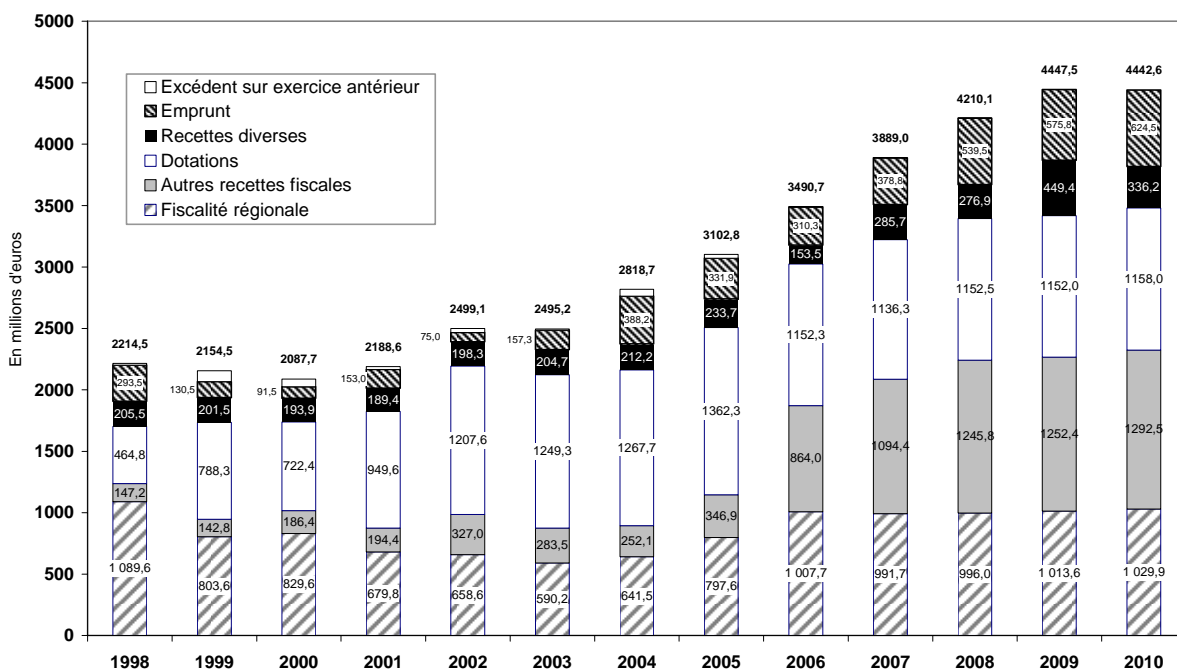
b) Evolution de la structure des recettes régionales :

Les dépenses totales ont été financées depuis 1998 à hauteur de 89,8 pour cent par des recettes permanentes (recettes hors emprunt) et à hauteur de 10,2 pour cent par l'emprunt.

Les recettes fiscales régionales (fiscalité directe et indirecte), qui représentaient 57,1 pour cent des recettes permanentes en 1998, en représentent moins du tiers en 2010 (27,0 pour cent), du fait des réformes de la fiscalité régionale intervenues depuis 1999 qui ont conduit à substituer des dotations de l'Etat à certaines recettes (taxe régionale additionnelle au droit d'enregistrement, taxe d'habitation, part salariale de la taxe professionnelle).

A l'inverse, la part des dotations a augmenté passant de 24,4 pour cent des recettes permanentes en 1998 à 30,3 pour cent en 2010 et avec le transfert de la TIPP pour compenser les nouvelles charges transférées, la part des autres recettes fiscales atteint désormais 33,9 pour cent alors que cette part était inférieure à 8 pour cent en 1998.

Evolution des recettes au compte administratif



RESPONSABILITÉ DU SUPPLEMENT AU PROSPECTUS DE BASE

Personne qui assume la responsabilité du présent Supplément

Au nom de l'émetteur

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Supplément au Prospectus de Base sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Région Ile-de-France

33, rue Barbet de Jouy
75007 Paris

Représentée par Madame Anne Bosche-Lenoir,

Directrice Générale Adjointe

Le 24 juin 2011



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 212-31 à 212-33, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n°11-263 en date du 24/06/11 sur le présent supplément au prospectus de base. Ce supplément a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié « si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes ». Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Conformément à l'article 212-32 du règlement général de l'AMF, toute émission ou admission de titres réalisée sur la base de ce supplément donnera lieu à la publication de conditions définitives.